Aude - Attentats de Trèbes et Carcassonne : près de deux ans après, l'indemnisation fait son chemin

mercredi 5 février 2020, par [Thémis](#)

Le 23 mars 2018, quatre personnes trouvaient la mort dans les attentats commis à Carcassonne et au Super U de Trèbes. L'enquête se poursuit, et le travail d'accompagnement des victimes aussi. Tout comme la question des indemnisations, gérée par le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et autres infractions (FGTI).

Près de deux ans après les attentats de Trèbes et Carcassonne, la longue procédure judiciaire suit son cours. Le 2 décembre 2019, un quadragénaire était mis en examen dans le cadre des investigations dirigées par les trois juges d'instruction en charge de l'enquête. La 8e mise en examen depuis les attentats du 23 mars 2018, pour des faits présumés allant d'"association de malfaiteurs à but terroriste" à "détention, cessions d'armes ou munitions de catégories A ou B", "en relation avec une entreprise terroriste", en passant par "non-dénonciation de crime terroriste".

Une enquête au long cours, tout comme le suivi des victimes, prises en charge dans le cadre de l'espace d'information et d'accompagnement ouvert quelques jours après les attentats, sous la responsabilité de l'Etat, avec la délégation interministérielle à l'aide aux victimes du ministère de la Justice ; un EIA clos depuis l'été 2019, en raison d'une "baisse de fréquentation", précise la DIAV, mais un accompagnement toujours assuré par l'association France Victimes 11 Carcassonne, alors que le comité local d'aide aux victimes, réuni autour de la préfète et de la procureure de la République, poursuit aussi son œuvre.

Reste un autre pan, le volet indemnitaire. Une indemnisation qui relève du Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et autres infractions (FGTI), créé en 1986. Une structure dont 20 des 150 salariés, spécialistes de la réparation des dommages corporels, issus d'associations de victimes ou de cabinets d'avocats, sont exclusivement destinés à accompagner et suivre les victimes d'attentats, pour aboutir au délicat chiffrage de l'indemnisation due en raison des préjudices subis. Au 30 novembre 2019, la DIAV faisait état de 76 demandes d'indemnisation (64 issues de Trèbes, 12 de Carcassonne). Ce sont aujourd'hui 72 dossiers qui sont pris en charge par le FGTI. Une instance qui, précise son directeur général Julien Rencki, a dû, depuis la phase d'attentats subis depuis 2015, "revoir ses manières de faire, et passer d'une gestion administrative à une gestion plus individualisée, plus humaine". Incontournable principe pour une procédure "inscrite dans le temps long".

Publié par Antoine Carrié, pour l'Indépendant, le 4 février 2020 (photo : Claude Boyer).